L'enseignement technique et la promotion scolaire et professionnelle sous la Troisième République

*Vocational teaching and school and professional promotion during the Third
Republic*

La enseñanza técnica y el ascenso escolar y profesional bajo la Tercera República

*Das technische Unterrichten und die schulische und berufliche Förderung in der
3. Republik*

Marianne Thivend

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfp/1045>

DOI : 10.4000/rfp.1045

ISSN : 2105-2913

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2007

Pagination : 59-67

ISBN : 978-2-7342-1090-0

ISSN : 0556-7807

Référence électronique

Marianne Thivend, « L'enseignement technique et la promotion scolaire et professionnelle sous la Troisième République », *Revue française de pédagogie* [En ligne], 159 | avril-juin 2007, mis en ligne le 01 avril 2011, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rfp/1045> ; DOI : 10.4000/rfp.1045

L'enseignement technique et la promotion scolaire et professionnelle sous la Troisième République

Marianne Thivend

Sous la Troisième République, un nombre croissant de jeunes gens et de jeunes filles issus de l'école primaire font l'expérience d'une scolarité prolongée au-delà de treize ans, hors du lycée, au sein de formations techniques telles les écoles primaires supérieures (EPS), écoles nationales professionnelles (ENP), écoles de métiers et écoles techniques privées. Le succès que ces formations emportent auprès des familles, dont beaucoup sont issues des petites classes moyennes, nuance ainsi fortement l'idée selon laquelle ces familles seraient fatalement attirées par la formation longue et classique dispensée au lycée. L'objet de cet article est de montrer que, aux côtés du lycée et parfois en complémentarité avec lui (des passerelles s'établissent en effet, dans les deux sens, entre les deux ordres), l'enseignement technique a offert, via des parcours scolaires diversifiés, de véritables possibilités de promotion professionnelle. À l'appui de l'exemple lyonnais, grande ville industrielle et commerciale, nous envisagerons tour à tour l'attractivité, malgré leur forte sélectivité, des formations techniques de niveau intermédiaire (après l'école primaire), pour ensuite relater la construction, à un niveau dit « supérieur » (à partir de seize ans), des filières techniques d'excellence, aux politiques de recrutement très ouvertes et aux débouchés professionnels variés.

Descripteurs (TEE) : enseignement professionnel, enseignement secondaire, enseignement technique, France, offre d'éducation.

Sous la Troisième République, un nombre croissant de jeunes gens et de jeunes filles issus de l'école primaire font l'expérience d'une scolarité prolongée au-delà de treize ans, hors du lycée, dans les écoles primaires supérieures (EPS), les écoles primaires de commerce et d'industrie (EPCI), les écoles nationales professionnelles (ENP), les écoles de métiers et

autres écoles techniques, publiques comme privées (Pelpel & Troger, 1993 ; Bodé & Savoie, 1995). À la fin des années 1920, 172 000 jeunes sont ainsi scolarisés dans les EPS, 40 000 dans le « technique » quand ils sont 291 000 dans la filière secondaire (Prost, 2004, p. 232-233). À l'évidence, ces formations courtes, « utiles » car préparant à un métier

dans l'enseignement, l'administration, l'industrie ou le commerce, emportent un vif succès auprès des familles issues des franges supérieures des classes populaires et des classes moyennes.

Ce constat nuance fortement l'idée selon laquelle les familles des classes moyennes seraient fatalement attirées par la formation longue, classique et désintéressée, dispensée au lycée. Cette idée n'a pas seulement alimenté le débat sur l'école unique pendant l'entre-deux-guerres, mais elle conditionne également notre réflexion sur la démocratisation de l'enseignement, focalisée sur cette irrésistible attraction de l'enseignement secondaire. Ainsi, l'accent est surtout mis sur la mise en place de passerelles, toujours à sens unique, entre l'ordre primaire du peuple et l'ordre secondaire de la bourgeoisie. Dès le lendemain de la première guerre mondiale en effet, des mesures sont prises pour rapprocher les différentes formes de scolarisation prolongée. L'enseignement secondaire qui peine alors à recruter s'ouvre ainsi aux boursiers, relâche ses propres critères de sélection ou annexe des EPS et ouvre des cours communs aux élèves du lycée et des EPS (amalgame). Progressivement, on s'achemine vers une réorganisation du système scolaire à partir du modèle de l'enseignement secondaire, processus au sein duquel les EPS jouent un rôle central du fait du rapprochement de leurs programmes avec ceux des premières années du secondaire (Briand & Chapoulie, 1992 ; Séguy, 2007).

Dans cette longue marche vers l'école unique, le rôle de l'enseignement technique, appréhendé dans toute sa diversité, est plutôt méconnu. Ainsi, l'articulation de ce dernier au secondaire mérite d'être relevée. En effet, quand les abandons en cours de *cursus* sont réputés importants de la 6^e au baccalauréat et quand ce dernier n'est obtenu que par une minorité de lycéens et de lycéennes, les réorientations dans le secteur technique ne peuvent pas être rares même si passées sous silence, attestant une certaine porosité entre des « ordres » dont les cloisons étaient pourtant réputées bien étanches. La question de la contribution de l'enseignement technique au processus de démocratisation scolaire est donc ici envisagée, processus qui ne peut pas être cantonné à la seule unification entre l'ordre du primaire et du secondaire, mais bien aussi à la promotion d'une diversité de parcours scolaires notamment réalisés dans le technique. Dans quelle mesure cette offre de formation a-t-elle pu ouvrir à un nombre croissant de jeunes garçons et de jeunes filles les voies de la promotion scolaire et professionnelle ?

La ville de Lyon est notre laboratoire d'analyse. Ce choix n'est pas le simple fruit du hasard. L'espace des possibles professionnels à partir de treize ou quatorze ans diffère fortement selon que l'on habite dans une grande métropole régionale, seconde ville de France d'un point de vue économique, ou dans une préfecture d'un département rural (1). À Lyon, l'éventail des carrières dans le commerce et l'industrie est large, les débouchés visibles et les formations qui y mènent accessibles car proches. L'importance numérique et la diversité des classes moyennes, des métiers liés au savoir (enseignants) à ceux du commerce et de l'industrie (commerçants, comptables, cadres techniques...), « clientèle » privilégiée des écoles techniques et de plus en plus des lycées lors des années 1930, justifient l'abondance et la diversité de l'offre et garantissent sa pérennité (2). Dans ce contexte de forte demande, les établissements scolaires définissent des politiques de recrutement complémentaires ou concurrentes les unes vis-à-vis des autres (Compère & Savoie, p. 5-20). C'est à leur échelle que nous suivrons les élèves dans leurs parcours de formation, en prenant soin de raisonner par classe d'âge et niveau d'enseignement et moins par « ordre », mais aussi par sexe tant les parcours des garçons et des filles sont distincts au sein d'une offre de formation non mixte (Thivend, 2005).

Nous envisagerons tour à tour l'attractivité des formations techniques de niveau intermédiaire très sélectives (après l'école primaire), pour ensuite relater la construction, à un niveau dit « supérieur » (à partir de seize ans), des filières techniques d'excellence, aux politiques de recrutement très ouvertes et aux débouchés professionnels variés (3).

DES FORMATIONS TECHNIQUES DE NIVEAU INTERMÉDIAIRE ATTRACTIVES ET TRÈS SÉLECTIVES

Dans la grande métropole industrielle et commerciale qu'est Lyon au tournant des deux siècles, l'offre de formation technique intermédiaire, née de l'initiative privée ou municipale dès le milieu du XIX^e siècle, est déjà bien étoffée. Elle se partage entre, d'une part, des écoles professionnelles de jour ou du soir dont l'objectif est de former les ouvriers et ouvrières qualifiés et employés de bureau, des tourneurs sur métaux aux sténodactylographes, et d'autre part, des écoles bien plus sélectives formant les cadres intermédiaires de l'industrie et du commerce, telles l'École pro-

fessionnelle municipale de la Martinière des garçons (fondée en 1826), l'École technique industrielle et commerciale de la Salle (1880), l'École d'apprentissage supérieur (1920), l'École municipale de tissage pour les jeunes garçons (1884), l'École professionnelle municipale de la Martinière des filles (1879), l'École technique municipale (1917) et l'Institut Sainte-Marie des Chartreux (1916) pour les jeunes filles (4). Six EPS et deux cours complémentaires (CC) axés sur la préparation aux carrières de l'enseignement mais également au commerce et à l'industrie, viennent compléter le dispositif de formation lyonnais.

Ces formations emportent globalement un succès croissant auprès des familles. Si à la veille de la première guerre mondiale, elles ne scolarisent qu'une mince élite de la primaire, masculine avant tout, cette dernière s'élargit considérablement pendant l'entre-deux-guerres. Les jeunes garçons scolarisés au sein des formations techniques à temps plein sont trois fois plus nombreux à Lyon entre la décennie d'avant guerre et les années 1930 (2 761 garçons en 1939) quand les jeunes filles le sont quatre fois plus (1 938 filles en 1939). Et les EPS et CC en accueillent également toujours plus, de 278 élèves en 1882 à 1 264 élèves en 1900, 1 870 en 1921 puis 2 852 en 1939.

Des formations demandées et très sélectives

Si l'on approche de plus près les établissements axés sur la formation des cadres intermédiaires, la croissance est encore plus impressionnante : à la Martinière des garçons, 450 élèves sont inscrits en 1922, 647 en 1929, 811 en 1935 et 960 en 1939 ; à la Martinière des filles, les effectifs ont été multipliés par quatre et demi en trente ans (1904-1934) ; à l'École d'apprentissage supérieur (EAS), on compte 25 élèves en 1920, 69 en 1924, 92 en 1928 et 200 en 1939.

Cette forte croissance du technique lyonnais n'a rien d'exceptionnel et s'inscrit bien dans un contexte national et local de forte croissance de la scolarisation, du fait de son allongement, autant dans le secondaire que dans les EPS et le technique. Ainsi, après avoir été très touchés par la crise de recrutement liée au phénomène des classes creuses de la guerre à la fin des années 1920, les trois lycées publics lyonnais voient leurs effectifs fortement augmenter lors des années 1930. Ainsi, le premier cycle du lycée de jeunes filles compte désormais 641 élèves en 1928-1929 (contre 345 dix ans auparavant) et le second cycle 729 contre 155 dix ans plus tôt ; le lycée du Parc de garçons scolarise 1 495 élèves en tout en 1932, puis

1 902 en 1938, dont un tiers des élèves inscrits en premier cycle et un quart en second cycle. La croissance est donc également forte et les capacités d'accueil semblent répondre à cette demande. Ainsi au lycée du Parc en 1933, année où un examen d'entrée est mis en place en 6^e dans tous les lycées de France, le proviseur confirme que « le nombre d'élèves présentés pour l'admission en 6^e ne dépassait pas le nombre de places dont nous disposions (5) ». Existe ainsi une relative adéquation entre la demande des familles pour une formation secondaire classique et l'offre de places réelle dans les lycées. Rien de tel dans les écoles techniques lyonnaises.

En effet, l'évolution des effectifs inscrits dans les écoles techniques ne suffit pas à rendre compte de l'ampleur de la demande. Cette dernière se situe bien au-dessus des capacités d'accueil des établissements, insuffisantes de manière chronique. Plusieurs écoles parviennent à saturation et une sélection s'impose, matérialisée par la mise en place d'examens à l'entrée des écoles. Des années 1880 aux années 1930, une préparation devient nécessaire pour décrocher des concours d'entrée difficiles, autant pour l'École de la Martinière, l'École de la Salle que l'EAS. Ainsi l'École de la Salle accueille les élèves à partir de treize ans, munis de leur certificat d'études du second degré obtenu dans les cours complémentaires libres de la ville. Des cours du soir sont même mis en place dans chaque arrondissement, tenus par les Frères, qui préparent les élèves des CC libres au concours de l'école. À la Martinière comme à l'EAS, les élèves tentent les concours d'entrée vers treize ans, préparés par les CC ou les EPS. Dans les trois écoles est instaurée une année préparatoire au sein de laquelle on entre plus jeune, vers douze ans. Dans ce cas, un certificat d'études primaires suffit. L'admission à l'école n'est pas pour autant gagnée. Ainsi à l'ENP de la Martinière dans les années 1930, plus de la moitié des élèves de l'année préparatoire échoue au concours d'entrée en première année. Parmi ces recalés, la moitié redouble pour rejouer sa chance, l'autre moitié quitte l'école.

Ces concours d'entrée sont, on l'aura compris, extrêmement sélectifs. À la Martinière des filles, sur les 745 candidates qui se présentent à l'examen d'entrée du 5 juillet 1934, 275 seulement sont reçues. À la Martinière des garçons trois années plus tard, sur les 482 candidats qui ont pris part au concours d'admission, 264 sont admis. Au même moment, un élève sur deux passe avec succès le concours d'entrée de l'École de la Salle, un sur trois à l'EAS. Ces concours d'entrée portent sur la culture générale

acquise en EPS ou CC. Celui de l'École de la Salle est ainsi fixé dans les années 1880 : le candidat doit subir des épreuves portant sur l'orthographe, l'arithmétique, la composition française, la géographie de la France, les éléments de dessin, les principes de géométrie. Dans les années 1920, le programme s'est étendu avec de l'instruction religieuse, de la grammaire, de la composition française, de l'histoire de France, de la géographie, de l'arithmétique, de l'algèbre, de la géométrie et du dessin.

Une fois ce concours réussi, peut alors débiter une scolarité sur trois puis quatre années. Les abandons en cours de *cursus*, s'ils témoignent pour une part difficile à évaluer de sorties avancées pour le monde du travail, attestent aussi un haut niveau d'exigence scolaire. À l'École de la Salle à la fin des années 1880, sur les soixante admis par concours en première année, trente-cinq ou quarante au plus passent en seconde année et une vingtaine seulement en troisième année. Dix obtiennent finalement le diplôme de fin d'études de l'école. À la Martinière des garçons, la sélection est également sévère avec entre un quart et un tiers d'une promotion « éliminée » chaque année. Dans les années 1930, 15 % seulement des élèves entrés à l'EAS en première année poursuivent jusqu'en cinquième année ; ils sont plus nombreux à réussir leurs quatre années à la Martinière (66 %) et à l'École de la Salle (44 %). Face à ces difficultés, des mesures sont prises pendant l'entre-deux-guerres pour accompagner les élèves en difficulté, avec des cours du soir de rattrapage à la Martinière et l'autorisation du redoublement au cours des quatre années à l'École de la Salle. Les écoles techniques, à l'instar des EPS mais aussi des lycées où plus du quart des élèves entrés en 6^e n'entraînent pas en seconde à la fin du siècle, s'avèrent donc être fort sélectives, tant à l'entrée qu'en cours de scolarité (Briand & Chapoulie, 1992, p. 375).

Les passerelles avec le premier cycle du secondaire

Dans ces écoles qui, telle la Martinière, proposent de former « non des ouvriers ou des employés, mais des jeunes gens ayant une culture scientifique suffisante pour leur permettre d'aborder avec succès les carrières industrielles et commerciales qui s'offrent à eux, ou d'aspirer aux écoles techniques supérieures », l'enseignement général prend une place prédominante aux côtés des enseignements technique et professionnel. Les programmes mettent ainsi l'accent sur l'enseignement général et « scientifique », socle incontournable de la culture technique.

À la Martinière, l'enseignement technique et professionnel ne prend vraiment sa place qu'en troisième année, après deux années de tronc commun où les élèves consacrent largement plus de la moitié de leurs trente-cinq heures hebdomadaires à faire des mathématiques, du français, de la physique-chimie et des langues. À l'École de la Salle, les élèves des deux premières années suivent vingt-cinq heures d'enseignement général et seulement six heures de cours techniques et huit heures de travaux pratiques en atelier. Dans les formations commerciales et de bureau de surcroît, cet enseignement général, de « culture », détient une place centrale, apte à former des « secrétaires distinguées » et non pas de simples sténo-dactylographes (c'est ainsi que l'entend l'Institut Sainte Marie des Chartreux). Cette prédominance de l'enseignement général, au moins en début de *cursus*, permet à ces formations de s'aligner sur les premiers cycles des lycées et ainsi, d'harmoniser les niveaux entre leurs propres élèves et ceux du lycée qui viendraient chercher une spécialisation. Cette harmonisation « empirique » des programmes, qui devient officielle entre les EPS, EPCI et les premiers cycles du secondaire à la fin des années 1930, permet en effet d'établir des passerelles d'une section à l'autre (Briand & Chapoulie, 1992, p. 435-436) (6).

Car si ces écoles techniques s'adressent à l'élite du primaire, elles accueillent également les transfuges de l'enseignement secondaire. Des voies d'accès s'établissent clairement pendant l'entre-deux-guerres entre le premier cycle du secondaire et les formations techniques intermédiaires. À l'Institut Sainte-Marie des Chartreux, viennent notamment se spécialiser aux métiers de bureau des élèves issues du premier cycle des lycées. À l'EAS, le cours préparatoire est scindé en deux sections, l'une recrutée sur l'enseignement primaire, l'autre sur l'enseignement secondaire. En 1940, ils sont à peine plus nombreux à venir des cours complémentaires libres (37 élèves) que de l'enseignement secondaire (34 élèves issus de sixième ou de cinquième). À la Martinière, la quatrième année accueille des lycéens qui viennent se spécialiser et préparer le diplôme de la section de génie civil et électricité.

Entre les premiers cycles des lycées et les écoles techniques de niveau intermédiaire, l'étanchéité n'est ainsi pas totale, loin de là. De jeunes lycéens et lycéennes, dont la proportion réelle reste à établir, abandonnent le cycle long du secondaire, sont réorientés dans le technique où ils se spécialisent à un métier. Les passerelles deviennent encore plus nombreuses à partir de seize ans, véritable palier de for-

mation, âge des lycéens de seconde et des élèves du technique intermédiaire en fin de cursus, et aussi âge minimum fixé pour l'admission aux écoles techniques de niveau supérieur.

LA CONSTRUCTION DE FILIÈRES TECHNIQUES D'EXCELLENCE ET LES VOIES DE LA PROMOTION PROFESSIONNELLE

Dès la fin du ^{xix}^e siècle, se constituent des filières techniques articulant les niveaux intermédiaire et supérieur, filières d'excellence au recrutement volontairement démocratique et offrant, aux garçons cependant plus qu'aux filles, un large éventail de débouchés professionnels.

Du technique court au technique long

La première « filière » masculine de formation industrielle naît à Lyon en 1857 avec la fondation, trente ans après la création de la Martinière, de l'École centrale de Lyon. Cette dernière est alors conçue comme une « Martinière bourgeoise » chargée de former les meilleurs « martins » à la chimie, la mécanique industrielle, la construction civile et le dessin industriel. Voici alors le parcours idéal, décrit en ces termes par le directeur de l'École de la Martinière lui-même : « après quatre ans d'études, ceux qui obtiennent le diplôme de première classe de la section industrielle sont admis, sans concours, à l'École centrale lyonnaise, où ils font trois nouvelles années d'études. S'ils en sortent avec le diplôme d'ingénieur stagiaire de première classe, ils peuvent entrer, sans concours, à l'École supérieure d'électricité de Paris. Ils y achèvent alors, en un an, des études supérieures et approfondies qu'on peut ranger, sans exagération, dans le haut enseignement » (Wiernsberger, 1915, p. 8).

La filière de la chimie, cet important secteur industriel lyonnais, permet également ce type de parcours d'excellence, de la formation au métier d'aide chimiste (niveau de la Martinière) à celui de chef d'atelier, d'ingénieur et de directeur de fabrication via l'École de chimie industrielle fondée en 1883. Les catholiques ne sont pas en reste qui, au lendemain de la première guerre mondiale, fondent leur propre filière de formation dans le secteur de la chimie avec l'Institut de chimie industrielle, rendu accessible notamment aux élèves de la concurrente directe de la Martinière, l'École de la Salle.

Pendant l'entre-deux-guerres, la Martinière devenue ENP entend bien promouvoir ces parcours d'excellence en se dotant d'une section spéciale de préparation aux écoles techniques supérieures qui entraîne notamment les martins aux concours d'entrée des écoles nationales d'arts et métiers (ENAM), et des lyonnaises telles l'École de chimie industrielle et de l'École centrale. Tous les ans, une bonne dizaine de martins est alors admise dans l'une de ces écoles.

Le recrutement de l'École centrale, au moins jusqu'en 1914, opère sur une base socialement et scolairement élargie, accueillant des fils d'industriels comme d'instituteurs, de comptables ou de dessinateurs. Si les premiers, des lycéens, fournissent près d'un élève sur deux avant 1914, les seconds, anciens martins ou lasalliens, représentent le quart des élèves. On retrouve des visées similaires à l'École de chimie industrielle. Dès sa création en effet, son fondateur Jules Raulin souhaite ouvrir le recrutement aux lycéens, qu'ils soient bacheliers ou non, mais aussi aux jeunes martins dès l'âge de seize ans (7). Ces derniers peuvent obtenir de la Chambre de commerce des bourses d'études pour deux puis trois ans à partir de 1893. À l'exception des diplômés de l'enseignement supérieur, tous doivent subir un examen d'entrée portant sur un éventail plutôt large de disciplines : mathématiques, physique, chimie élémentaire, sciences naturelles, langues vivantes. Mais les mathématiques ne priment pas car il s'agit de ne pas pénaliser les martins, aux connaissances théoriques certes plus faibles mais au savoir-faire pratique plus développé. Les bacheliers bénéficient alors de 25 points d'avance pour le concours d'entrée, le meilleur de la Martinière de 20 points et les diplômés d'un brevet d'étude supérieur (martins mais également élèves des EPS) de 10 points. Cette politique de recrutement est confirmée pendant l'entre-deux-guerres : les admissions sur titre sont supprimées et un concours d'entrée est établi pour tous les candidats ; l'échelle de points qui favorisait jusqu'alors les bacheliers change au profit des diplômés première classe de la Martinière, dont le diplôme vaut désormais autant que le baccalauréat scientifique complet.

Du côté de la filière commerciale, les passerelles existent également. Dès sa création en 1872, l'École supérieure de commerce de Lyon entend former les employés de commerce puis, avec le développement des EPS et EPCI qui prennent le relais dans ce domaine, elle rehausse son niveau de formation pour produire les cadres du commerce. L'âge d'entrée à l'École est progressivement relevé, de quatorze à quinze puis seize ans avant la première

guerre mondiale. On attend des candidats une culture générale élargie en sciences, en littérature, en histoire, savoirs qu'apportent les lycées mais également les EPS. Le concours d'entrée est en effet ouvert à tous, bacheliers, diplômés des EPS ou EPCI (certificat d'études primaires supérieures, certificat d'études pratiques commerciales) ou d'autres écoles professionnelles et non diplômés. En 1927, les titulaires du bac bénéficient d'une majoration de 30 points au concours d'entrée et les candidats pourvus de la première partie du bac ou du brevet élémentaire, passé dans les EPS, ont une majoration de 20 points. De même, les diplômés de la première classe de la section commerciale de l'École de la Martinière peuvent intégrer la deuxième année de l'École supérieure de commerce.

La filière catholique concurrente recrute sur ce même principe d'égalisation des formations et des diplômes entre EPS, secondaire et technique. Ainsi, les anciens de l'École de la Salle qui ont accompli leur troisième année d'études dans la section industrielle sont admis sans concours, aux côtés des bacheliers, au sein de l'Institut de chimie industrielle (de la faculté catholique). Ces lassaliens peuvent également poursuivre leurs études au séminaire, à l'École centrale, à l'Institut de chimie (université de Lyon) et pendant la guerre à l'École des frères des arts et métiers d'Erquelinnes et de Reims (AMER) repliée à Lyon en 1940 (future ECAM). On ne connaît pas les chiffres sur ces orientations pour l'entre-deux-guerres, mais en 1944, des 95 élèves sortant de quatrième ou de troisième année, 43 continuent leurs études à un niveau supérieur, chiffre alors considérable (8).

L'enseignement technique masculin se dote ainsi de véritables filières de formation ouvertes à un nombre croissant de jeunes gens aux origines scolaires plus variées. Dès qu'il s'agit en effet d'intégrer une formation de niveau supérieur, on assiste à une mise en équivalence des diplômes du primaire supérieur, du secondaire et du technique. Les concours d'entrée permettent ensuite, selon les cas, de départager ces élèves issus de formations variées. Les écoles recrutent ainsi sur une base sociale et scolaire plus large, aboutissant à une mixité sociale relative qui pour les établissements représente un atout manifeste.

En revanche, l'espace des possibles est bien plus restreint pour les jeunes filles et parler de filière de formation technique féminine paraît bien prématuré au tournant des deux siècles. D'une part, ces formations de niveau intermédiaire sont moins nombreuses et variées que les formations masculines et d'autre part, la totalité des formations techniques supérieures

ne les accepte pas. La seule possibilité de poursuite d'études pour les jeunes filles à partir de seize ans est l'admission dans la division supérieure de l'École municipale de commerce extérieur et de représentation dont les niveaux inférieurs sont réservés aux garçons. Il faut ensuite attendre 1917 pour que soit créée à Lyon une formation ouverte aux jeunes femmes à partir de seize ans, l'École technique municipale de jeunes filles, comparable à HEC Jeunes Filles fondée à Paris un an plus tôt (Delorme-Hoeschstetter, 2000) (9). Elle forme sur deux ans les assistantes de patron, secrétaires de direction, assistantes scientifiques... Les modalités d'accès s'alignent sur ce qui se pratique alors dans les filières masculines. Y sont admises les jeunes filles dotées d'une solide formation générale, soit sur titre (baccalauréat ou diplôme de fin d'études secondaires ou brevet supérieur ou brevet d'enseignement primaire supérieur ou encore diplôme de première classe de la Martinière), soit après examen d'entrée. Les EPS de la ville fournissent alors l'essentiel des effectifs entre 1920 et 1928, suivies par le lycée de jeunes filles et d'autres institutions secondaires privées.

Les débouchés professionnels

S'il s'avère impossible de tracer des parcours de mobilité sociale (nos sources ne nous permettent pas de relier origine sociale et métier exercé à la sortie de l'école ou plus tard dans la vie professionnelle), les débouchés offerts par les écoles sont en revanche un peu mieux connus, notamment grâce aux associations d'anciens élèves, souvent organisatrices de bureaux de placement, qui se chargent d'en faire la publicité. Car l'établissement scolaire doit démontrer l'utilité de sa formation, non seulement aux familles qui investissent dans la poursuite des études mais également aux entreprises qui la finance (des dons du XIX^e siècle à la taxe d'apprentissage instaurée en 1925).

À l'issue d'une formation de niveau intermédiaire, une majorité d'élèves entre dans le monde du travail. L'éventail des professions exercées à la sortie est large, comme en atteste le devenir immédiat des anciens de l'EAS. Dans les années 1930, sur 100 élèves de l'école ayant suivi le cycle complet des études et ayant effectué leur service militaire, 30 sont devenus chefs d'industrie, artisans et petits patrons (dont 10 qui ont repris l'entreprise familiale et 20 qui ont fondé leur propre entreprise), 23 sont chefs d'atelier, contremaîtres, chefs de service, 8 sont dessinateurs, 14 ouvriers qualifiés (outilleurs, monteurs...), 10 ont

obtenu des emplois techniques dans l'administration (PTT, chemin de fer...), 10 sont représentants pour des entreprises industrielles et 5 ont quitté l'industrie pour l'armée ou d'autres situations. Les martins sont en revanche moins nombreux à revêtir le col bleu pour leur premier emploi. Ainsi, les élèves des promotions 1900-1909 entrent dans le commerce et la banque pour la plupart et quand ils intègrent l'industrie, c'est pour devenir aide-chimistes, chefs de service dans la soierie et surtout dessinateurs (Audet, 1997). Une vingtaine d'années plus tard, on les retrouve dessinateurs et employés, mais également ingénieurs ou industriels négociants. En fin de carrière, ils sont devenus ingénieurs, directeurs, représentants, fabricants, industriels. La promotion professionnelle est donc réelle pour ces enfants de la primaire. Les débouchés sont quasi similaires à l'École de la Salle d'où sortent également des comptables, aides-comptables, chefs de fabrication en soierie, vendeur en soierie, dessinateurs... Dans le secteur spécifique de l'industrie textile, l'École municipale de tissage offre également de belles perspectives de carrières. En 1934, on apprend ainsi que sur les 364 membres de la Société des anciens élèves de l'école municipale de tissage de Lyon (auparavant inscrits aux cours de plein exercice ou cours du soir) 72 sont devenus fabricants, 49 chefs de service, 51 tisseurs mécaniciens, 17 liseurs, 11 dessinateurs, 10 professeurs et 154 employés de soierie (10). Enfin, les anciens de l'École municipale de représentation et de commerce extérieur peuvent dès leur sortie à l'âge de dix-huit ans obtenir des postes de responsabilité hors de France, chargés de représenter leur entreprise et d'en défendre les intérêts commerciaux à l'étranger.

Pour les élèves qui ont poursuivi dans la technique de niveau supérieur, les chances de mobilité professionnelle ascendante sont logiquement plus fortes : ainsi, un martin ou un lassalien ayant poursuivi à l'École centrale peut débiter sa carrière pendant l'entre-deux-guerres comme dessinateur, technicien, cadre moyen et directeur puis finir comme chef d'entreprise, administrateur de société ou directeur de services (Béguet, 1998). À l'École de chimie industrielle, sortent les chefs d'atelier, ingénieurs et chefs de fabrication de l'industrie chimique lyonnaise.

L'éventail de choix est logiquement moins large pour les jeunes filles et les promotions moins fréquentes. Les postes qui leur sont offerts ne sont pas toujours à la hauteur de la formation reçue en comparaison avec les garçons. Rien de très surprenant dans le cadre d'une division sexuée du marché du travail. Mais là encore, il faut nuancer en fonction

du secteur d'activité. Les martines et autres jeunes filles sortant à seize ans de leur formation technique se voient offrir des postes d'employées de bureau, de sténographes, dactylographes et d'aides-comptables, des postes de couturières, corsetières, lingères ou modistes pour l'industrie textile. Celles qui ont poursuivi leurs études dans la section industrielle de l'École technique municipale peuvent espérer des postes de secrétaires techniques, secrétaires d'ingénieurs, aides et chefs de laboratoires d'analyse et de contrôle, collaboratrices de laboratoires de recherches, dessinatrices industrielles, calculatrices, employées de bureaux d'études, etc. La réalité n'en est pas éloignée puisque parmi les jeunes filles sortant entre 1919 et 1925, 32 % deviennent aides-chimistes, 31 % dessinatrices, soit les mêmes métiers que les martins ou lassaliens. En revanche, si l'École technique offre également une formation commerciale de haut niveau, les débouchés offerts aux jeunes filles ne sont pas à la hauteur de la formation reçue. En 1920, sur les 25 jeunes filles issues de la section commerciale, 4 d'entre elles obtiennent un premier poste de secrétaire dactylographe, 1 est comptable, 2 sont sténo-dactylo-comptables, 8 sont employées de banque et 3 aident leurs parents dans leur commerce. À niveau scolaire égal, les promotions féminines se situent ainsi toujours en dessous des promotions masculines.

CONCLUSION

L'étude de l'offre de formation technique, appréhendée sur le terrain local, celui de la grande ville industrielle et commerciale, et à l'échelle de ses nombreux établissements, éclaire les projets d'unification de l'enseignement qui se font jour pendant l'entre-deux-guerres. Elle permet en effet de nuancer fortement la thèse du cloisonnement des ordres d'enseignement, entre secondaire et technique, comme celle, qui lui est liée, de leur concurrence. L'opposition entre enseignement « de culture » et enseignement « utile » n'est pas toujours vécue comme telle puisque les deux types de formation peuvent se compléter pour former des parcours scolaires cohérents et offrir de véritables débouchés professionnels. Les politiques de recrutement menées par les établissements scolaires s'éloignent ainsi parfois de la définition officielle donnée aux différentes filières d'enseignement pour mieux répondre aux attentes des familles mais également pour mieux se positionner par rapport aux autres offres locales de formation. Ce qui se dégage

alors, c'est qu'à chaque niveau de formation au sein de la filière technique, l'élève peut, quelle que soit son origine scolaire, jouer ou rejouer sa chance.

Plus largement, le regard porté sur l'enseignement technique et sur ses liens avec l'enseignement secondaire permet de poser autrement la question de la promotion scolaire et professionnelle sous la Troisième République qui ne passe pas exclusivement par le lycée puis l'université et les carrières du droit, de la médecine ou de l'enseignement. Contre une

certaine uniformité du secondaire, l'enseignement technique a proposé des voies plus diversifiées et a rendu possibles de belles carrières dans l'industrie et le commerce qu'on aurait tort, aujourd'hui, de ne pas relever.

Marianne Thivend

marianne.thivend@univ-lyon2.fr

Université Lumière-Lyon 2

Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes (LARHRA)

NOTES

- (1) Pour une approche comparative, voir les répertoires de G. Bodé & H. Vènes (2004) et de G. Bodé & É. Foltz-Gaveau (2005).
- (2) Pour un état des lieux complet des formations techniques lyonnaises, voir S. Schweitzer & M. Thivend (2005).
- (3) On trouvera un état des lieux des sources utilisées pour ce travail dans le rapport de recherche de S. Schweitzer & M. Thivend (2005).
- (4) La Martinière des garçons est transformée en EPCI en 1922, puis en ENP en 1926. La Martinière des filles devient quant à elle une EPCI en 1922, s'agrandie en 1929 avec l'annexion de l'École technique de jeunes filles, puis est transformée en ENP en 1937. Quant à l'École de tissage, elle est transformée en École des métiers en 1927.
- (5) Rapport du Proviseur à l'inspecteur d'académie du Rhône, 10 janvier 1933, cité par P. Bernaudat (2003).
- (6) Ce sont le décret du 21 mai 1937 et l'arrêté du 11 avril 1938.
- (7) Voir S. Caschera (1998, p. 37-38). Notons que l'École accueille en 1899 l'École de tannerie dont la mission est de former sur deux ans des chimistes tanneurs expérimentés : la première année est commune avec les élèves de l'ECIL et la seconde permet la spécialisation.
- (8) ADR, Association des Anciens élèves des frères. École de la Salle, n° 299, avril 1944 (RB 104).
- (9) Sur l'École technique lyonnaise, voir S. Court (1999).
- (10) AML, 176 WP 052 : Lettre de la société au maire de Lyon, 22 août 1934.

BIBLIOGRAPHIE

- AUDET F. (1997). *Étude d'élèves des promotions 1900 à 1909 de l'École de la Martinière*. Mémoire de maîtrise : histoire contemporaine, université Lumière-Lyon 2.
- BÉGUET B. (1998). « Une école d'ingénieurs en province : l'École centrale lyonnaise de 1857 à 1947 ». In L. Bergeron & P. Bourdelais, *La France n'est-elle pas douée pour l'industrie ?* Paris : Belin, p. 205-327.
- BERNAUDAT P. (2003). *Le lycée du Parc, 1914-1939*. Mémoire de maîtrise : histoire contemporaine, université Lumière-Lyon 2.
- BODÉ G. (2002). *L'enseignement technique de la révolution à nos jours t. 2 : 1926-1958*. Paris : INRP ; Economica (2 vol.).
- BODÉ G. & FOLTZ-GAVEAU É. (2005). *Les établissements d'enseignement technique en France, 1789-1940 : 2. Le Lot*. Lyon : INRP.
- BODÉ G. & SAVOIE P. [dir.] (1995). *Histoire de l'éducation*, n° 66 : « L'Offre locale d'enseignement. Les formations techniques et intermédiaires, XIX^e-XX^e siècles ».
- BODÉ G. & VÈNES H. (2004). *Les établissements d'enseignement technique en France, 1789-1940 : 1. La Corrèze*. Saint-Fons [Rhône] : INRP.
- BRIAND J.-P. & CHAPOULIE J.-M. (1992). *Les collèges du peuple : l'enseignement primaire supérieur et le développement de la scolarisation prolongée sous la Troisième République*. Paris : INRP ; CNRS ; Fontenay-aux-Roses : ENS de Fontenay – Saint-Cloud.
- CASCHERA S. (1998). *L'enseignement de la chimie : l'École de chimie industrielle de Lyon (1876-1939)*. Mémoire de maîtrise : histoire contemporaine, université Lumière-Lyon 2.
- CHAPOULIE J.-M. (2005). « Représentations de la main-d'œuvre, actions parlementaires et administratives. Le développement de l'enseignement technique entre les deux guerres ». *Vingtième siècle*, n° 88, p. 23-47.
- CHARMASSON T. ; LELORRAIN A.-M. & RIPA Y. (1987). *L'enseignement technique de la révolution à nos jours : t. 1, 1789-1926*. Paris : INRP ; Economica.
- COMPÈRE M.-M. & SAVOIE P. (2001). « L'établissement secondaire et l'histoire de l'éducation ». *Histoire de l'éducation*, n° 90, p. 5-20.
- COURT S. (1999). *L'enseignement technique féminin (1877-1939), étude de deux institutions complémentaires : la Martinière des filles et l'École technique municipale*. Mémoire de maîtrise : histoire contemporaine, université Lumière-Lyon 2.
- DELORME-HORCHSTETTER M. (2000). « Aux origines d'HEC Jeunes Filles : Louli Sanua ». *Travail, genre et sociétés*, n° 4, p. 77-91.
- PELPEL P. & TROGER V. (1993). *Histoire de l'enseignement technique*. Paris : Hachette, 1993.

- PROST A. (2004). *Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France. Tome IV. L'école et la famille dans une société en mutation : depuis 1930*. Paris : Perrin, p. 232-233.
- SCHWEITZER S. & THIVEND M. (2005). *État des lieux des formations techniques et professionnelles dans l'agglomération lyonnaise : XIX^e siècle – années 1960*. Rapport de recherche pour le programme « Éducation et formation : disparités territoriales et régionales » : ministère de l'Éducation nationale, direction de la programmation et du développement ; ministère de la Recherche, direction de la recherche ; ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR). Document au format PDF, disponible sur Internet <<http://cisad.adc.education.fr/dister/>> (consulté le 3 mai 2007).
- SEGUY J.-Y. (2007). « Les classes amalgamées dans l'entre-deux-guerres : un moyen de réaliser l'école unique ? ». *Revue française de pédagogie : recherches en éducation*, n° 159, p. 47-58.
- THIVEND M. (2005). « Les formations techniques et professionnelles de filles : le cas lyonnais aux XIX^e et XX^e siècles ». *Cahiers Pierre Léon*, n° 6, p. 25-42 (« Apprentissages et formations techniques et professionnelles de filles et de garçons, XIX^e-XX^e siècles »).
- WIERNBERGER P. (1915). *L'Enseignement technique à l'exposition de Lyon en 1914*. Lyon : imprimerie Rey.